

Conseil de sécurité

Briefing : la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie

New York, le 27 septembre 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Monsieur le Président,

Je voudrais me joindre à mes collègues et remercier également l'Envoyé spécial Pedersen et la Directrice des opérations d'OCHA, Madame Wosornu, ainsi que Madame Jarbawi de leurs exposés.

La Suisse s'associe à la déclaration faite par le Brésil, notre co-porte-plume sur la question humanitaire. J'aimerais aussi surtout faire écho aux remerciements à l'adresse de OCHA pour leur grand engagement. Permettez-moi d'ajouter quelques points à titre national sur la situation politique en Syrie.

Comme l'ont confirmé toutes les intervenants et intervenantes, la situation dans le pays reste très préoccupante. La situation sécuritaire, en particulier dans le nord du pays, impacte fortement la population civile qui est trop souvent victime d'attaques directes ou sans discrimination. La Suisse appelle toutes les parties à respecter et à faire respecter le droit international humanitaire ainsi que les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités. L'instauration d'un cessez-le-feu au niveau national, prescrite par la résolution 2254, est plus nécessaire et urgente que jamais pour rendre possible une sortie de la profonde crise humanitaire, sociale et économique dans laquelle le pays est plongé. Nous rappelons également que la Syrie a l'obligation de respecter et de protéger les droits humains de chaque individu.

La Suisse se félicite des contacts récents entretenus par l'Envoyé spécial Pedersen dans la région, y compris à Damas. Nous espérons que ces contacts puissent faire avancer son approche « pas après pas » conformément au mandat que lui a conféré ce Conseil, et mise en avant par les acteurs régionaux dans le sillage des déclarations d'Amman, du Caire et de Jeddah de cette année. Une réunion substantielle et dans les meilleurs délais du Comité Constitutionnel, sous l'égide de l'Envoyé Spécial, constituerait une étape importante pour une relance du processus politique sur la base de la résolution 2254.

Le Conseil se doit également de jouer un rôle dans la lutte contre l'impunité, qui est une autre condition sine qua non pour permettre une paix durable en Syrie.

Les manifestations qui se déroulent depuis plusieurs semaines à Sweida démontrent qu'une solution politique au conflit reste aujourd'hui incontournable. La Suisse appelle au respect du

droit de manifester librement et de faire entendre sa voix sans faire l'objet de répressions et de violences.

La Suisse soutient sans relâche l'étroite collaboration entre le Bureau de l'Envoyé spécial, la Chambre de soutien à la société civile (CSSR). Les aspirations, les griefs et les attentes de la société civile et des femmes syriennes en particulier, avec lesquelles j'ai eu le plaisir et l'honneur de plusieurs rencontres, et dont j'ai toujours admiré le l'énorme engagement et courage, doivent être incluses dans les efforts visant à aboutir à une solution politique durable. Ces plateformes sont d'importantes courroies de transmission entre la réalité du terrain en Syrie et les instances internationales. A cet égard, la Suisse réitère son soutien aux organisations de la société civile actives à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie qui jouent un rôle crucial pour atténuer les tensions et conflits encore à l'œuvre dans le pays.

Monsieur le Président,

La Suisse prend note de la décision syrienne du 4 septembre dernier d'abolir les tribunaux militaires de campagne. Nous appelons à ce que cette mesure soit effectivement mise en œuvre afin de prévenir de futures arrestations arbitraires et disparitions forcées de civils et qu'elle ne porte pas préjudice à la recherche de personnes disparues. De plus, la mise en place de mesures de confiance, au sens de la résolution 2254 et par toutes les parties, y compris la libération des détenus et la clarification du sort des personnes disparues, sont essentielles pour ouvrir la voie à la réconciliation dans le pays.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I would like to join my colleagues in thanking Special Envoy Pedersen and OCHA's Director of Operations, Ms Wosornu, as well as Ms Jarbawi, for their presentations.

Switzerland associates itself with the statement made by Brazil, our co-penholder on the humanitarian issue. I would also like to echo the thanks to OCHA for their great commitment. Allow me to add a few points in my national capacity on the political situation in Syria.

As all the speakers confirmed, the situation in the country remains very worrying. The security situation, particularly in the north of the country, has a major impact on the civilian population, who are all too often the victims of direct or indiscriminate attacks. Switzerland calls on all parties to respect and ensure respect for international humanitarian law and the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities. The introduction of a nationwide ceasefire, as prescribed by Resolution 2254, is more necessary and urgent than ever if the country is to emerge from the deep humanitarian, social and economic crisis in which it is plunged. We also recall that Syria has an obligation to respect and protect the human rights of every individual.

Switzerland welcomes Special Envoy Pedersen's recent contacts in the region, including in Damascus. We hope that these contacts will advance his "step-by-step" approach, according to the mandate conferred to him by this Council and put forward by regional players in the wake of the Amman, Cairo and Jeddah declarations this year. A substantial meeting of the Constitutional Committee as soon as possible, under the auspices of the Special Envoy, would be an important step towards relaunching the political process on the basis of Resolution 2254.

The Council must also play a role in the fight against impunity, which is another sine qua non condition for lasting peace in Syria.

The demonstrations that have been taking place in Sweida for several weeks now show that a political solution to the conflict is still essential. Switzerland calls for respect for the right to demonstrate freely and to make one's voice heard without being subjected to repression and violence.

Switzerland consistently supports the close cooperation between the Office of the Special Envoy and the *Civil Society Support Room* (CSSR). The aspirations, grievances and expectations of civil society and of Syrian women in particular, with whom I have had the pleasure and honor of several meetings, and whose enormous commitment and courage I have always admired, must be included in efforts to achieve a lasting political solution. These platforms are important transmission belts between the reality on the ground in Syria and the international bodies. In this respect, Switzerland reiterates its support for civil society organisations active inside and outside Syria, which play a crucial role in easing the tensions and conflicts still at work in the country.

Mr. President,

Switzerland takes note of the Syrian decision of 4 September to abolish the military field courts. We call for this measure to be effectively implemented in order to prevent future arbitrary arrests and forced disappearances of civilians and that it does not prejudice the search for missing persons. Furthermore, the implementation of confidence-building measures, according to Resolution 2254 and by all parties, including the release of detainees and the clarification of the fate of missing persons, are essential to pave the way for reconciliation in the country.

Thank you.